



Le déclin des marchés boursiers après la catastrophe au Japon

La catastrophe nucléaire japonaise

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2011

[WSWS](#) 18 mars 2011

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Les marchés boursiers japonais ont enregistré, suite au séisme, au tsunami et à la catastrophe nucléaire de vendredi dernier, leur pire chute depuis le krach mondial d'octobre 1987. Mardi, l'indice Nikkei de la bourse de Tokyo a plongé de 10,5 pour cent - à un moment donné même de 14 pour cent - en faisant passer le déclin total sur trois jours à plus de 18 pour cent. Avec l'ouverture de la bourse mercredi, il y a eu une légère reprise avec l'indice gagnant plus de 6 pour cent.

La dégringolade de mardi est survenue bien que la Banque du Japon ait injecté lundi 183 milliards de dollars dans les marchés financiers, une opération record pour une seule journée.

Les banques ont été les plus durement touchées par les ventes massives, en raison de leurs considérables investissements dans les valeurs industrielles. Mitsubishi MUFJ, le plus gros créancier du pays en termes de valeur de marché, et Mizuho Financial Group, ont reculé de 20 pour cent dans la journée. Sumitomo Mitsui Financial Group, la deuxième plus grande banque, a chuté de 17 pour cent, son plus fort déclin depuis qu'elle a démarré son activité de négoce en 2002.

Des ventes massives d'actions ont eu lieu partout dans le monde par crainte de l'extension des implications économiques et financières de la crise japonaise. Alors que la région Asie-Pacifique était la plus durement touchée - le marché australien a chuté de plus de 2 pour cent - il y a eu des dégringolades en Europe, où l'indice allemand a plongé de plus de 3 pour cent, et le Dow Jones américain a cédé 1,37 pour cent.

Il y a deux causes principales pour les pertes: l'aggravation de la crise des centrales nucléaires de Fukushima où, en dépit des affirmations officielles, la situation continue d'empirer en menaçant la propagation radioactive bien au-delà du rayon de 20 km de la zone d'évacuation actuellement mise en place ; et des inquiétudes concernant les coûts de reconstruction et leurs implications pour les finances japonaises.

Si la crise nucléaire n'est pas maîtrisée, et si les retombées radioactives atteignent Tokyo et sa région industrielle environnante, l'impact sera catastrophique. Hier, les gestionnaires des fonds de Deutsche Bank ont dit à leurs clients que « dans le pire des scénarios nous devons présumer qu'une superficie représentant plus de 40 pour cent du BIP japonais pourrait être touchée. »

Des coupures d'électricité imposées partout dans le pays ont déjà occasionné un ralentissement significatif de la production. De gros groupes, dont Sony, Toyota, Honda et Mazda ont annoncé des réductions. Mazda a dit vouloir arrêter sa production jusqu'au 20 mars et ce en dépit du fait que ses usines se trouvent dans l'Ouest du pays.

La compagnie Tokyo Power and Electric (Tepco), l'exploitante des réacteurs nucléaires touchés qui est le premier producteur d'électricité du Japon, a dit que les coupures d'énergie se poursuivront au moins jusqu'à fin avril. Mais, compte tenu de la longue tradition de cacher la vérité et de carrément falsifier des documents, il y a eu des avertissements qu'il pourrait s'agir d'une sous-estimation significative et que les coupures de courant pourraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année.

En plus de l'impact immédiat de la crise de la production, il y a des inquiétudes que les coûts de reconstruction pourraient s'avérer être un « point de basculement » pour le système financier japonais.

Avant même que la catastrophe ne survienne, la dette publique représentait 12,2 mille milliards de dollars, ce qui équivaut à plus de 220 pour cent du Produit intérieur brut (PIB) du Japon et à environ 20 fois les recettes annuelles du gouvernement à hauteur de 587 milliards de dollars.

En janvier dernier, l'agence de notation Standard and Poor's a dégradé la note de la dette japonaise en disant que le gouvernement manquait d'une stratégie cohérente pour faire face à ses problèmes fiscaux croissants. Moody's a menacé de prendre la même mesure.

Jusque-là, le gouvernement japonais a été en mesure de financer sa dette qui ne cesse de grimper en recourant à des crédits intérieurs issus de banques japonaises, de compagnies d'assurance et de fonds de pension qui réunissent leurs dépôts bancaires pour les investir dans des obligations d'Etat leur rapportant environ 1,5 pour cent d'intérêt. Mais, l'augmentation de la dette ne peut pas se poursuivre indéfiniment dans des conditions où la population, non seulement vieillit mais diminue, et où les Japonais plus âgés percevront leurs fonds de pension au lieu d'y investir.

Dans ce contexte, la levée de fonds pour la reconstruction qui, évaluée à ce stade entre 2 et 10 pour cent du BIP, pourrait entraîner une crise financière en obligeant le gouvernement soit à augmenter les taux d'intérêt soit à ordonner à la banque centrale d'imprimer de l'argent en rachetant les obligations de l'Etat.

L'on craint également dans les milieux financiers que le gouvernement pourrait être contraint de vendre ses bons du Trésor américain pour financer la reconstruction. Une telle démarche entraînerait une baisse du prix des obligations américaines et une hausse des taux d'intérêt sur les marchés. Le Japon est le deuxième investisseur en bons du Trésor américains, détenant 882 milliards de dollars fin 2010 contre 1,16 mille milliards pour la Chine.

Le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, Timothy Geithner, s'est empressé de minimiser toute suggestion de vente de bons du Trésor américains. « Le Japon est un pays très riche avec un taux d'épargne très élevé, » a-t-il dit. Il a « la capacité de gérer non seulement le défi humanitaire mais aussi le défi de reconstruction auquel il va être confronté. »

Cependant, malgré les assurances de Geithner, un mouvement de retrait des avoirs

japonais des marchés américains est déjà en cours, vu que les compagnies d'assurance du pays rapatrient des fonds pour pouvoir faire face aux déclarations de sinistre. Ceci a débouché sur la situation apparemment perverse qu'en dépit de l'ampleur de la crise du séisme, la valeur du yen, qui est déjà jugée être surévaluée, a augmenté par rapport au dollar au lieu de baisser sur les marchés financiers.

Article original en anglais, [WSWS](#), paru le 16 mars 2011

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Nick Beams](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Nick Beams](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca